

# L'Alliance climatique Suisse demande la justice climatique internationale

**Genève, 29 octobre 2021 - L'Alliance climatique Suisse, avec de nombreuses organisations de la société civile, des mouvements sociaux, des peuples autochtones et des communautés locales du monde entier, fait campagne pour la justice climatique internationale lors de la 26e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP26). Elle attend de la Suisse qu'elle réduise ses émissions sur son territoire, qu'elle apporte une contribution équitable au financement du climat et à la réparation des pertes et des dommages dans les pays pauvres, et qu'elle réglemente les risques climatiques de la place financière.**

**L'Alliance climatique revendique...**

**... des plans climatiques justes, ambitieux et réels dès maintenant, au lieu de compensations à l'étranger et de promesses vides de réduction à zéro net dans le futur.**

La Suisse veut atteindre son objectif climatique avec des compensations (compensations de CO2 ou paiements compensatoires). Cependant, les compensations ne peuvent pas remplacer l'élimination progressive des combustibles fossiles. La Suisse a été le premier pays à conclure des accords bilatéraux avec différents pays du Sud pour compenser les émissions à l'étranger. L'Alliance climatique estime que la Suisse doit au contraire veiller à réduire le plus rapidement possible les émissions. À moyen et long terme, cela ne présente que des avantages pour la Suisse, car tôt ou tard, elle devra de toute façon réduire ses émissions domestiques à zéro. C'est pourquoi l'Alliance climatique, avec plus de 170 autres organisations, a cosigné [un appel international](#) lors des négociations de la COP26 pour que la politique climatique ne repose pas sur la compensation à l'étranger.

**... le respect de l'engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an en mettant l'accent sur l'adaptation au réchauffement climatique.**

Selon [un rapport de l'Institut des ressources mondiales](#), la Suisse fait piètre figure par rapport aux pays voisins en termes de soutien aux pays pauvres. Le succès de la COP26 dépend dans une large mesure de la réussite du paquet de financement climatique. C'est pourquoi l'Alliance climatique, ainsi que de nombreuses organisations de la société civile, demandent que l'engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour le financement climatique soit pleinement respecté et qu'au moins 50 % des fonds publics soient consacrés à l'adaptation. L'Alliance climatique demande également que la Suisse se concentre sur l'équité au lieu d'essayer d'affaiblir la responsabilité des pays riches à soutenir les pays pauvres, comme le rapporte Greenpeace Uearthed.

**... un soutien financier adéquat pour les dommages et les pertes liés à la crise climatique.**

Les pertes et les dommages causés par le réchauffement climatique sont déjà une réalité vécue par les populations du monde entier, violant leurs droits humains et entraînant le déplacement de plus de 30 millions de personnes rien qu'en 2020. Le coût économique prévu des pertes et dommages d'ici à 2030 est estimé entre 290 et 580 milliards de dollars dans les seuls pays en développement. Il est donc

essentiel d'augmenter les financements en fonction des besoins pour permettre aux pays et aux communautés vulnérables de se remettre des effets du climat et de reconstruire leurs moyens de subsistance et leurs économies. Alors que des fonds ont été mobilisés pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, il n'y a toujours pas de financement pour faire face aux pertes et dommages - en dehors de l'aide humanitaire nettement insuffisante. L'Alliance climatique, ainsi que 300 organisations, [demande donc](#) à la COP26 de faire avancer la protection financière pour les dommages et les pertes.

**... une place financière respectueuse du climat au lieu d'une crise financière déclenchée par la crise climatique.**

Bien que, selon l'accord de Paris, les flux financiers doivent être alignés sur les objectifs climatiques mondiaux, le système financier actuel va à l'encontre d'une action climatique progressive, car les règles actuelles d'adéquation des fonds propres dans le monde entier rendent le financement des énergies fossiles artificiellement bon marché pour les banques et les assureurs. Cela agit comme une subvention, ce qui rend tentant d'investir dans des actifs à haut risque liés aux combustibles fossiles sans réfléchir à la manière d'absorber les pertes potentielles. Les régulateurs reconnaissent qu'il s'agit d'un risque financier considérable et avertissent que les institutions financières mettent en danger leur propre stabilité. En fin de compte, ces risques seront transférés aux gouvernements et aux contribuables, qui financeront d'éventuels sauvetages. Avec de nombreuses organisations, l'Alliance climatique signe [la lettre ouverte appelant à la régulation des risques climatiques financiers](#). L'Alliance climatique envisage également le lancement d'une initiative nationale pour un centre financier respectueux du climat.

Vous pouvez contacter les membres de l'Alliance climatique à Glasgow ou en Suisse.

Contact:

Patrick Hofstetter [patrick.hofstetter@wwf.ch](mailto:patrick.hofstetter@wwf.ch)

Conseil d'administration de l'Alliance climatique Suisse

Expert en protection du climat au WWF Suisse

*Citation: "Les promesses climatiques faites aujourd'hui par les différents pays signifient que le monde se réchauffera de 2,7 degrés d'ici 2100 par rapport aux températures préindustrielles. Cela aurait des conséquences dramatiques pour la population mondiale. Nous appelons tous les pays à tenir leur promesse de Paris et à renforcer considérablement leurs objectifs climatiques actuels et leurs mesures de protection du climat."*

Stefan Salzmann [salzmann@fastenopfer.ch](mailto:salzmann@fastenopfer.ch)

Co-Président de l'Alliance climatique Suisse

Expert en énergie et justice climatique, Action de Carême

*Citation: "La conférence sur le climat de Glasgow doit poser les bases. À partir de 2023, des ressources financières sont nécessaires pour compenser les dommages et les pertes qui sont déjà en train de se produire. Le financement climatique pour l'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique doit être augmenté à partir de 2025 avec des fonds publics, en plus du budget de développement, pour soutenir les coûts croissants de l'adaptation climatique dans le monde entier. À l'heure où les objectifs climatiques des pays industrialisés comme la Suisse ne sont pas assez ambitieux, un soutien financier peut contribuer à une plus grande justice climatique."*

Yvonne Winteler [yvonne.winteler@alliance-climatique.ch](mailto:yvonne.winteler@alliance-climatique.ch)

Co-Présidente de l'Alliance climatique Suisse

*Citation: "Six ans après l'accord de Paris, l'Alliance climatique constate qu'on fait du sur place. Ni les engagements, ni la politique climatique de la Suisse ne sont suffisants pour 1.5°C - une diminution des*

*émissions internes d'au moins 60% est nécessaire d'ici 2030. Et la Suisse doit proposer des règles pour les flux financiers, afin que notre place financière travaille pour le climat plutôt que pour les énergies fossiles."*

Marie-Claire Graf [marie-claire.graf@klima-allianz.ch](mailto:marie-claire.graf@klima-allianz.ch)  
Chargée de la politique climatique, Alliance climatique Suisse

Anaïs Campion [ana.vanina.campion@gmail.com](mailto:ana.vanina.campion@gmail.com)  
Membre du Conseil d'administration de l'Alliance climatique suisse  
Membre de la délégation suisse à la COP26

Christian Lüthi [christian.luethi@klima-allianz.ch](mailto:christian.luethi@klima-allianz.ch)  
Directeur de l'Alliance climatique suisse  
Citation: *"Des exigences de fonds propres accrues pour le financement de l'énergie fossile pourraient contribuer à éviter les crises financières liées au climat, car elles garantiraient que le prix du financement de l'énergie fossile est basé sur le risque. La sous-évaluation actuelle des risques incite artificiellement à financer les énergies fossiles et compromet la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris."*